

## Les retraité·es au cœur de l'exigence de justice sociale

octobre 2023



# PSC

## Brouillard en PSC

Pour leur complémentaire santé, les retraité-es devront faire un choix: adhérer au contrat collectif de leur ancien ministère ou adhérer individuellement à une mutuelle ou assurance. Elles et ils s'interrogent en nombre. La période estivale n'a apporté aucun élément nouveau, la Fonction publique et les ministères continuant de se renvoyer la balle! Quel impact ce retard de calendrier aura-t-il sur la mise en œuvre? Quelle conséquence sur la date du choix de l'opérateur prévue initialement le 1<sup>er</sup> janvier 2024? De nombreuses questions restent toujours en suspens, concernant le lien entre santé et prévoyance, le sort réservé aux personnes retraitées anciennes ou plus récentes. L'accès à la progressivité des tarifs d'adhésion n'est toujours pas garanti et la date d'adhésion éventuelle au contrat collectif ministériel est toujours inconnue à ce jour. Les conditions ne sont toujours pas réunies pour éclairer les choix à réaliser. ● **Maryse Lecat et Claude Rivé**

## Répression ou réponse aux exigences sociales?

«La violence d'où qu'elle vienne, ne saurait en aucun cas être utilisée comme un moyen de résoudre une crise sociale et/ou politique» a rappelé la Commissaire aux droits de l'Homme du conseil de l'Europe, en mars 2023, en plein mouvement social contre la réforme des retraites.

En juin, Paris est interpellé par la porte-parole du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU concernant « les problèmes de racisme » dans l'institution policière. Depuis, les dirigeants de notre pays continuent d'être dans le déni. Ainsi les discriminations, le racisme et les inégalités sociales

perdurent faisant le lit de la droite et du RN. Une moindre étincelle et le pays pourrait à nouveau exploser. La seule solution pérenne est la réponse aux exigences sociales. ● **Sonia Lejeune**



## Le bien vieillir, vraiment?

Titre prometteur pour une proposition de loi pour le moins paradoxale puisque son examen a commencé en plein mouvement contre une réforme qui repousse l'âge légal de départ en retraite à 64 ans, avec une incidence néfaste sur l'espérance de vie en bonne santé! Après six rapports depuis 2019, les besoins sont pourtant clairement identifiés. Le projet gouvernemental établit une carte professionnelle, supprime l'obligation alimentaire pour les petits-enfants et crée un droit de visite pour les familles. En fait, ce ne sont que des extensions de mesures qui existaient déjà sur une partie du territoire! On n'y trouve rien sur le financement qui permettrait l'augmentation du nombre de personnels nécessaires à l'accompagnement des personnes en perte d'autonomie, ni sur leurs conditions de travail et de salaire ou sur le reste à charge des résidents ou de leurs familles.

Bref un texte creux, sans ambition et clairement pas à la hauteur des défis à venir.

● **Jean-Louis Trouinard**



## Sommaire

### En Bref

- 02 > Brouillard en PSC – répression ou réponse aux exigences sociales? – bien vieillir, vraiment?

### Actu

- 03 > Premier acte  
04 > Pouvoir d'achat raboté  
05 > Le dernier rapport du COR  
06 > Les inégalités renforcées par la fiscalité

### Sortir et découvrir

- 07 > La région de Saint-Amand-les-Eaux

### 3 questions à...

- 16 > François Chartier, responsable Greenpeace France, chargé de campagne transports, océan et pétrole.

## Premier acte

Colères et émeutes ont traversé le pays au début de l'été, bien au-delà des quartiers dits sensibles. S'y est exprimé un profond sentiment d'injustices (face à l'argent, à la justice, à l'école, au travail, etc.), mêlé à celui de ne jamais être écouté par les pouvoirs économiques et politiques, et parfois accompagné de brigandages et de violences. Cette crise, restée sans solution, aurait dû conduire à une réflexion pour restaurer la cohésion sociale. Dans le droit fil de la répression des oppositions sociales, la réponse gouvernementale s'est résumée à une doctrine de maintien de l'ordre, propice aux violences policières, au durcissement des sanctions judiciaires, au retour de l'autorité. L'attention focalisée sur la responsabilité des familles a oublié celle de la société et donc des pouvoirs publics en direction des plus fragiles et plus modestes. Les forces conservatrices et l'extrême droite ont emboîté le pas, trop heureuses d'écarter toute interrogation des politiques antisociales qu'elles projettent de prolonger.

Le mouvement social de très grande ampleur opposé à la contre-réforme des retraites n'a pu être étouffé pour l'heure que par les multiples tours de passe-passe institutionnels.

Pour les retraité-es au cœur de l'injustice sociale, deux marqueurs traduisent brutalement cette conception rabougrie de cette période de la vie libérée des exigences du travail: un accès aux soins de plus en plus problématique et un pouvoir d'achat qui n'en finit pas de reculer. Elles et ils paient l'inflation, en partie alimentée par les marges de profits des grands groupes. Existe-t-il un meilleur choix dès cette rentrée que se serrer les coudes, s'organiser? Dans le SNUipp. Dans la FSU. Avec le « groupe des 9 », plus que jamais force unitaire de référence.

La syndicalisation des retraité-es en progrès dans le SNUipp et la cohésion confirmée des organisations syndicales du pays encourageant à ne pas différer l'acte premier: adhérons!

● **Claude Rivé**

Numéroté de 1 à 8 – distribué aux adhérents retraités  
Hebdomadaire du Syndicat National Unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et PEGC – 128 Bd Blanqui - 75013 Paris.  
T.: 01 40 79 50 00

**Directeur de la publication:** Guislaine DAVID

**Rédaction:** Alain DERCOURT, Maryse LECAT, Jacques LECOFFRE, Sonia LEJEUNE, Claude RIVÉ, Jean-Louis TROUINARD

**Impression:** Limprime – ISSN 1241-0497 • CPPAP 3695 D 73 S

## Pouvoir d'achat rabeté

Les hausses de prix ne connaissent pas de pause. Particulièrement pour des secteurs incontournables comme l'énergie ou l'alimentation pour laquelle l'INSEE recense une inflation de 12,7% sur un an, 21% sur les deux dernières années! Pour les retraité-es qui n'ont connu aucune revalorisation depuis janvier, la perte de pouvoir d'achat est manifeste et leur situation sociale se dégrade fortement.



### le 24 octobre: faire entendre et résonner le réel

Les organisations du groupe des 9 ont, au début de l'été lancé une pétition pour dire « Ça suffit! » et exiger « +10% d'augmentation immédiate des pensions et retraites ». En cette rentrée, le groupe des 9 appelle à donner une impulsion nouvelle à cette initiative en développant des campagnes de signatures larges et publiques pour que résonnent dans le paysage l'écho du réel et les exigences de justice et

de respect. Une grande journée de rassemblements et de manifestations est d'ores et déjà fixée au mardi 24 octobre. Dans la suite des actions du 13 octobre contre l'austérité, la voix des retraité-es se fera massivement entendre dans tout le pays, dans les préfectures comme à Matignon.

**La doctrine gouvernementale** de maîtrise des dépenses publiques porte atteinte au niveau de vie des retraité-es. Et l'inflation joue comme un amplificateur des politiques austéritaires qui visent retraitées et retraités. Raboter le pouvoir d'achat des pensions, raboter celui des économies des personnes retraitées en bloquant le rendement de l'épargne, les mettre à contribution pour la santé, pour la perte d'autonomie, voilà l'orientation réelle du gouvernement au prix de difficultés grandissantes, de mal-vivre, de souffrances, de détresses. Un choix d'autant plus condamnable que s'affiche l'insolence de profits pour les actionnaires (46 milliards rien qu'au 2<sup>e</sup> trimestre 2023!) principaux bénéficiaires des cadeaux fiscaux consentis sans condition.

de respect. Une grande journée de rassemblements et de manifestations est d'ores et déjà fixée au mardi 24 octobre.

Dans la suite des actions du 13 octobre contre l'austérité, la voix des retraité-es se fera massivement entendre dans tout le pays, dans les préfectures comme à Matignon.

● **Jacques Lecoffre**

→ La **pétition** est à retrouver en ligne pour une signature électronique à l'adresse: <https://bit.ly/45R3Zoo> ou sous forme papier en contactant sa section départementale de la FSU-SNUipp.

## Retraité-es privé-es des chèques-vacances!

Les ministères concernés ont profité de la période estivale pour exclure les retraité-es pensionné-es de l'État du bénéfice des chèques vacances à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2023. C'est une mesure anti-sociale, une attaque

contre le statut du fonctionnaire et le code des pensions, qui ouvrent droit à l'action sociale pour les retraité-es. Les plus démunies seront touchées. Les efforts sont toujours à sens unique. Cette exclusion permettra d'économi-

ser 10 millions d'euros sur leur dos d'ici 2025. Dans le cadre du projet de loi de finance, une bataille doit être menée contre les coupes dans les dépenses budgétaires concernant les actions sociales entre autres. ● **Sonia Lejeune**

## Leçons du COR

La sortie du dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) en juin 2023 a suscité des réactions agacées du gouvernement qui n'a pas apprécié la mise en doute des bienfaits de sa réforme. Cette publication a aussi relancé des appels à des mesures encore plus drastiques quand les syndicats n'y voient que la confirmation que la réforme engagée, loin de consolider le système par répartition, conduit à l'appauvrissement inévitable de l'ensemble des personnes retraitées, actuelles et futures.

Le rapport démontre un pilotage gouvernemental du dossier sous le seul angle de la maîtrise des dépenses publiques! Or, côté dépenses, il n'y a pas «le feu au lac». C'est plutôt du côté des ressources, soumises à un assèchement organisé, que se trouve la solution pour un système solidaire efficient garantissant à toutes et tous le droit à une retraite juste et digne. Il faut réaffirmer notre revendication d'un financement basé essentiellement sur les cotisations et s'opposer à toutes

«**Accroître les ressources destinées aux retraites est possible**»

les baisses ou exonérations de cotisations sociales. Déjà, en 2018 le recul de 2,25 points des cotisations salariales du privé était contrebalancé par une hausse de 1,7 points de la CSG sur l'ensemble des salaires et pensions. Or, pour maintenir le niveau des retraites sans toucher à l'âge de départ, il suffirait d'augmenter les cotisations de 0,16 point par an, soit 5 points en 30 ans. C'est moins que ce qui s'est produit pour les fonctionnaires qui ont vu leur pension civile passer de 7,85 % à 11,10 % en 10 ans (+41%).

### Baisse programmée du niveau de vie des retraités

Si les dépenses sont globalement contenues selon le COR, c'est en



grande partie grâce à la baisse du niveau de vie relatif des retraités par rapport aux actifs. Les dépenses de retraite vont décroître en pourcentage du PIB. La première cause restera le décrochage des pensions par rapport au salaire moyen, ce que dénonce le Groupe des 9.

Pour la FSU-SNUipp, accroître les ressources destinées aux retraites est possible. Cela implique plus d'emplois, l'égalité salariale entre hommes et femmes et de meilleurs salaires, bases des cotisations, et non le recul de l'âge, paramètre le plus injuste.

● Jacques Lecoffre

### Quand les pensions décrochent...

Ce n'est pas parce qu'il y aura en 2070 moins de cotisants actifs (1,4) pour un retraité que cela pose problème, car la pension moyenne de l'ensemble des retraités, relative au revenu d'activité moyen (en % du revenu d'activité moyen brut) chute considérablement jusqu'en 2070. Pour les actives et actifs la progression serait de 98 % dans le meilleur des cas contre 36 % pour les retraités dans le scénario le plus optimiste. C'est ce qui explique que les dépenses de retraite dans le PIB diminuent. Les retraités auront donc un niveau de vie relatif moindre par rapport aux actifs.

Le COR décrit une baisse des pensions pour compenser le manque de cotisants. D'autres solutions existent... *Quid* d'une autre répartition des richesses? ● Alain Dercourt

# Quand la fiscalité accroît les inégalités

Une note publiée en juin 2023 par l'Institut des Politiques Publiques (IPP) a étudié la fiscalité des « méga-riches ». En plus du traditionnel « revenu fiscal de référence », elle intègre « les profits non distribués des sociétés contrôlées par des foyers fiscaux. Ils sont alors ajoutés au revenu fiscal au prorata de leur détention effective. »



**En 2016** (dernières données disponibles), le taux d'imposition des ménages n'a rien de progressif: il passe de 46 % pour les 0,1 % les plus riches (autour de 600 000 € de revenu économique annuel), à 26 % pour quelques centaines de familles les plus riches.

Pourquoi? L'imposition des bénéfices des sociétés est plus faible que

l'imposition des revenus personnels. « Pour les "milliardaires", l'impôt sur le revenu ou l'impôt sur la fortune ne représentent qu'une fraction négligeable de leurs revenus globaux. Les foyers fiscaux les plus riches contrôlent plus souvent des sociétés et ont une propension importante à ne pas distribuer les revenus générés par leur société. » L'ensemble du taux des impôts personnels devient fortement régressif

passé les 0,1 % les plus riches, jusqu'à ne représenter plus que 2 % du revenu économique parmi les 378 ménages les plus aisés.

## Les revenus du capital favorisés

L'IPP précise même en conclusion: « Pour les 0,0002 % les plus riches, le taux effectif global d'imposition du revenu économique passerait de 26 %

à 59 % si le barème des impôts personnels lui était appliqué. »

L'intérêt de ce rapport réside dans un constat accablant: avant même de mesurer l'impact de la fiscalité imposée sous la présidence d'Emmanuel Macron<sup>1</sup>, la suppression de la progressivité de l'impôt sur les revenus du capital avait poussé très fortement à l'accroissement de la distribution des dividendes, au détriment d'une part de la hausse des salaires et des pensions, et d'autre part du financement, du développement, de l'amélioration des services publics... Les sociétés du CAC40 paient en moyenne 4,5 % d'impôts. Les artisans et les PME sont soumis à un taux de 25 %. Celui des classes populaires oscille entre 40 et 50 %. ● **Claude Rivé**

1. La suppression de l'ISF et la création de l'Impôt sur la fortune immobilière (IFI) symbolisait ce choix: les 100 premiers contribuables payant 141,7 millions d'€ d'ISF en 2018 ne payaient plus que 23,3 millions d'€ d'IFI en 2019. (Sénat: rapport d'information oct. 2019)

## « L'inflation des dividendes »

**Au lieu** d'investir dans la transition énergétique et les salaires, les richesses sont de plus en plus captées par les détenteurs de capital. « De 2011 et 2021, dans les 100 plus grandes entreprises françaises cotées, la dépense par salarié-e n'a augmenté que de 22 %, tandis que les versements aux actionnaires ont augmenté de 57 %. »

Quelques chiffres qui donnent le vertige, extraits du rapport d'Oxfam, publié en juin 2023... ● **Claude Rivé**

Distribution de dividendes et rachats d'actions entre 2011 et 2021 (en €)

Total Energies	Sanofi	Axa
61 milliards	53 milliards	27 milliards

Les grandes entreprises font le choix des actionnaires (entre 2011 et 2021 en €)

Total Energies	Engie	Vallourec	Eramet
dividendes	23,6 milliards	359 millions	243 millions
pertes	784 millions	4,2 milliards	1,76 milliard

Dividendes et rachat d'actions en 2022 (en €)

Ensemble du CAC 40	80,1 milliards	+ 15,5 % par rapport à 2021, année record
--------------------	----------------	---

## Découvrir la région de Saint-Amand-les-Eaux, ou comment lier l'utile à l'agréable !



Parfois, notre corps réclame des soins thermaux; alors pourquoi ne pas aller dans une région peu encline au tourisme: le Nord? Autour de Saint-Amand-les-Eaux, ville thermale du Nord, se trouvent de nombreuses sorties des plus pittoresques. Trois semaines de cure permettent de se soigner et découvrir de véritables merveilles.

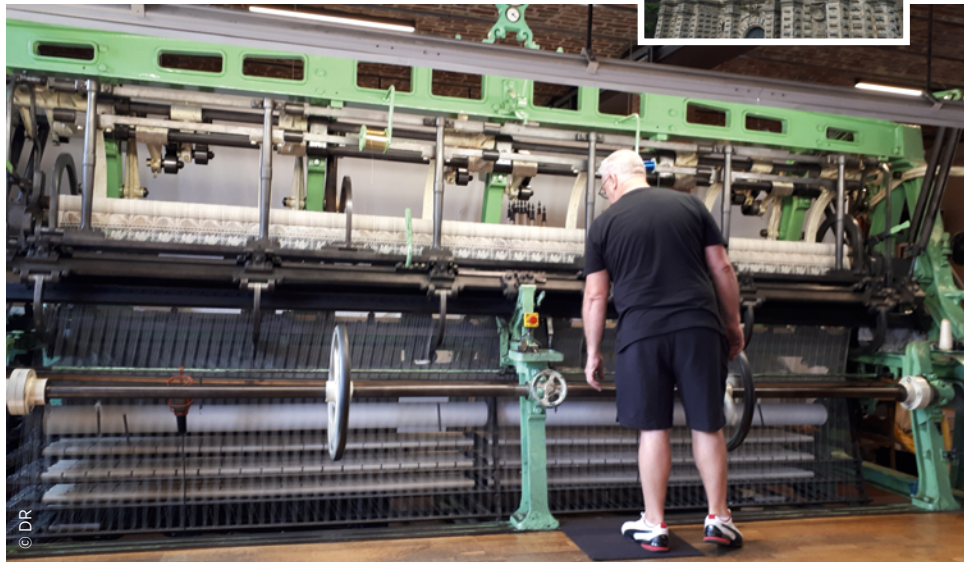
Saint-Amand-les-Eaux et la Scarpe marquent la limite est de la Flandre française à laquelle la ville appartient historiquement. La Maison du Parc naturel régional Scarpe-Escaut y est située. La ville possède une tour d'une ancienne abbatale imposante. Il ne reste que cette tour et l'échevinage (où est logée la mairie désormais). Régulièrement un organiste réveille les cloches de cette tour devenue beffroi comme on en trouve beaucoup dans les Hauts de France. Le musée qu'elle abrite présente la faïence que l'on fabriquait autrefois.

Cette région regorge de musées qui relatent la vie des entreprises industrielles qui ont été fermées les unes après les autres.

### Une terre de mémoire ouvrière

À Caudry, dans le musée de la dentelle, on retrouve cet ouvrier tulliste devant sa machine gigantesque. Il la met en marche et apparaît alors la beauté de la dentelle de Calais, Valenciennes...

À Lewarde, c'est ce mineur qui explique le combat syndical pour obtenir un statut de plus en plus protecteur dans ce monde si particulier du charbon et des mines.



### De belles découvertes culturelles

À Lens, c'est le Louvre-Lens qui dévoile les plus belles œuvres du musée. L'exposition permanente, entièrement gratuite, incite les habitants de cette région à entrer dans la culture. Le parc attendant propose des espaces ludiques pour les enfants, des chaises longues pour continuer à rêver aux merveilles exposées dans le musée.

Et puis pour compléter la découverte de notre univers, le planétarium de Douai propose un voyage dans le temps et dans l'espace, animé par un conférencier qui se met à la portée de chacun. Redécouvrir les planètes, les trous noirs, les galaxies... nous fait mesurer à quel point nous sommes petits dans l'univers.

Enfin, la découverte d'un vignoble sur les terrils proches de Valenciennes nous a permis de goûter à ce petit vin du Nord... ● **Maryse Lecat**

→ Il n'y a pas que de l'eau!

**À Valenciennes, trois petits vins à découvrir:** cuvée Watteau, cuvée des dentellières, rosé de la vallée des cygnes.

En 1998 se dessine le projet de replanter des vignes sur les coteaux de l'Escaut bordant l'étang du vignoble à Valenciennes: quelques deux hectares de vigne de Chardonnay et Pinot noir cultivés sur un terroir argilo-calcaire et silex, qui développent des bouquets aromatiques remarquables.

Vinifiés et cultivés avec beaucoup d'attention par des vignerons en situation de handicap, ces vins sont commercialisés depuis peu pour le plus grand bonheur des amateurs de belles découvertes gustatives.

À retrouver à l'office de tourisme de Valenciennes.

## 3 QUESTIONS À...



© DELPHINE GHOSARSIAN / GREENPEACE

### François Chartier

Responsable Greenpeace France, chargé de campagne transports, océan et pétrole.

#### **(1)** *Partout dans le monde, l'impact du réchauffement climatique est là. Pour autant les politiques publiques n'en sont guère modifiées. Les droites extrêmes contestent même l'existence des bouleversements. Comment faire face ?*

Il faut d'abord écouter les scientifiques, et s'appuyer notamment sur les recommandations du GIEC afin d'évaluer la tendance en matière d'émission de CO2 et de gaz à effet de serre et d'y voir clair sur les trajectoires. Pour maintenir le réchauffement en dessous d'un degré et demi d'ici 2100 – c'est l'accord de Paris, le GIEC et d'autres préconisent de ne plus brûler de CO2 et d'hydrocarbures d'ici 2050 et de baisser de moitié les émissions d'ici 2030. Les politiques menées, particulièrement par Emmanuel Macron, remettent en cause ce cadre et se réapproprient les mots pour faire de la communication. La France a pourtant été condamnée à plusieurs reprises pour son inaction climatique suite aux recours que nous avons menés avec d'autres. TotalEnergies est un exemple typique de ce greenwashing: ce groupe tient un discours sur les énergies renouvelables tout en consacrant 90 % de ses investissements à poursuivre l'extraction des énergies fossiles, pétrole et gaz.

#### **(2)** *Greenpeace et le monde syndical se sont rapprochés. D'ailleurs vous vous êtes aussi opposés à la contre-réforme des retraites du gouvernement...*

En France, les émissions se répartissent en trois tiers: les transports, l'agriculture et le logement. Or seules

des réponses « techno » sont avancées sans aucune trajectoire. Nous disons avec les organisations syndicales qu'il faut un changement structurel des modes de production et repenser le modèle économique et social. Par exemple, pour l'automobile, il ne suffit pas de savoir quels moteurs seront utilisés. Il faut repenser l'ensemble des mobilités, développer les transports alternatifs, collectifs. Les délocalisations constatées avec les métaux ne datent pas d'aujourd'hui, mais des années 80. Il faut relocaliser les économies.

La question de l'eau est quant à elle essentielle avec tout à la fois sécheresses et inondations simultanées sur la planète. C'est celle de la gestion d'un bien commun. L'eau doit-elle être sacrifiée avec les bassines au nom des intérêts économiques de quelques-uns? Nous sommes face à l'appropriation de la ressource et un modèle agricole productiviste qui ne fonctionne plus. Ne faut-il pas plutôt repenser les usages de l'eau collectivement (irrigations massives, culture du maïs pour la production du bétail développée de manière industrielle...)?

L'Alliance Ecologique et Sociale (AES)<sup>1</sup> est inédite, même si nous travaillons ensemble depuis des années. Cessons d'opposer luttes environnementales et luttes sociales: les causes structurelles de la crise climatique et de la casse sociale sont les mêmes depuis plusieurs décennies. Le modèle capitaliste libéral est destructeur pour les deux. Dans l'AES, il y a des sujets sur lesquels nous ne sommes pas d'accord, mais il en existe plein sur lesquels on l'est et on peut avancer en termes de positionnements, de luttes. Pas besoin d'être d'accord au préalable sur tout! Nous pouvons être force de propositions, mais en même temps nous menons des luttes. Nous ne sommes pas un think tank. Nous intervenons ensemble sur le concret pour changer les choses.

#### **(3)** *Comment donner de l'espoir et être efficaces pour s'opposer au rouleau compresseur libéral?*

Nous avons les moyens d'enrayer le dérèglement climatique et le maintien de la bio-diversité tout en ne limitant pas les changements à ce qui est acceptable pour les plus riches. En décloisonnant nos activités, nous proposons une feuille de route. Nos luttes convergent aussi contre le racisme, contre les violences policières. Nous avons gagné une première étape: ceux qui contestent le changement climatique sont désormais sur la défensive. Leur discours est marginalisé. Maintenant, il est urgent d'agir.

#### ● **Propos recueillis par Claude Rivé**

1. Antérieurement « Plus jamais ça ! » Elle rassemble organisations syndicales dont la FSU et mouvements écologistes dont Greenpeace.